

ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC

Index AI : MDE 13/021/2007 – ÉFAI

5 mars 2007

AU 52/07 Prisonniers d'opinion / Mauvais traitements

IRAN Plus d'une trentaine de femmes

Selon les informations recueillies par Amnesty International, plus d'une trentaine de femmes sont actuellement détenues au secret sans inculpation dans la prison d'Evin, à Téhéran, la capitale. L'organisation pense qu'elles sont détenues uniquement pour avoir participé à une manifestation non violente et les considère à ce titre comme des prisonnières d'opinion.

Il semble que ces femmes ont été arrêtées par des membres de la police de sécurité nationale iranienne le 4 mars, au cours d'une manifestation pacifique qui se déroulait devant les locaux de la sixième chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran. D'après certaines informations (qui n'ont pas été confirmées), au moins une femme, Nahid Jafari, aurait été blessée au cours de son arrestation : un policier lui aurait frappé la tête contre un fourgon de police, lui cassant une ou plusieurs dents. Il semblerait qu'elle n'ait pas été autorisée à recevoir ensuite les soins médicaux nécessités par son état.

Les personnes appréhendées ont été immédiatement conduites à la direction de la lutte contre la corruption sociale, un centre de détention où sont habituellement placées les personnes accusées d'infractions mineures telles que des violations de règlements de l'État relatifs à la tenue vestimentaire des femmes, qui sont passibles de réprimandes, d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement. Des proches des personnes arrêtées se sont rendus dans ces locaux pour tenter d'obtenir leur libération, mais ils n'ont pas été autorisés à les voir. Plus tard dans la même journée, toutes les femmes détenues ont été, semble-t-il, transférées dans la section 209 de la prison d'Evin, qui est dirigée par le ministère du Renseignement et échappe au contrôle de l'administration pénitentiaire iranienne.

Certains défenseurs iraniens des droits humains craignent que les femmes arrêtées ne soient maintenues en détention au delà du 8 mars, Journée internationale de la femme. Leur emprisonnement pourrait avoir pour objectif d'empêcher le déroulement de manifestations prévues à cette occasion, notamment un rassemblement de protestation contre des lois discriminatoires qui devrait avoir lieu devant le *Majlis* (Parlement iranien).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Ces femmes protestaient contre le procès de cinq défenseuses des droits des femmes (Fariba Davoodi Mohajer, Shahla Entesari, Noushin Ahmadi Khorassani, Parvin Ardalan et Sussan Tahmasebi), qui se tenait alors devant les locaux de la sixième chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran. Ces militantes étaient jugées pour « *propagande contre le système* », « *activités nuisant à la sécurité nationale* » et « *participation à une manifestation illégale* », à la suite d'une manifestation non violente organisée le 12 juin 2006 en faveur de l'égalité des femmes et des hommes devant la législation iranienne. Elle avait été dispersée dans la violence par des membres des forces de sécurité, qui avaient appréhendé au moins 70 personnes. D'autres ont été inculpées à la suite de la manifestation du 12 juin, mais n'ont pas encore été citées à comparaître. Zhila Bani Yaqoub, une journaliste qui se trouve parmi les personnes détenues dans la prison d'Evin, a été jugée en janvier 2007 et acquittée du chef de « *participation à une manifestation illégale* » retenu contre elle à la suite du rassemblement du 12 juin.

En août 2006, plusieurs militantes iraniennes des droits des femmes ont lancé une « *campagne pour l'égalité* », dont l'objectif était de recueillir un million de signatures auprès des Iraniens favorables à une modification de la législation, qui enlèverait leur caractère légal aux discriminations dont les femmes font l'objet. Le site Internet de cette campagne a été filtré par les autorités iraniennes à plusieurs reprises ces

dernières semaines, de telle sorte que les personnes qui se trouvent en Iran rencontrent des difficultés pour accéder aux informations relatives à ce mouvement.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en persan, en arabe, en anglais, en français ou dans votre propre langue) :

- faites part de votre préoccupation à la suite de l'arrestation de plus de 30 femmes, le 4 mars 2007, au cours d'une manifestation non violente qui se déroulait devant les locaux de la sixième chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran ;
- demandez instamment la libération immédiate et inconditionnelle de toutes ces personnes, qui semblent être détenues uniquement pour avoir exercé pacifiquement leur droit à la liberté d'expression et d'association ;
- dites-vous préoccupé par les informations selon lesquelles au moins une d'entre elles, Nahid Jafari, semble avoir été blessée au cours de son arrestation et privée du droit de recevoir des soins médicaux ;
- exhortez les autorités à permettre à toutes les femmes détenues de recevoir sans délai des visites régulières de leurs proches et de leurs avocats, ainsi que de bénéficier de tous les soins médicaux qui pourraient leur être nécessaires ;
- priez instamment les autorités d'abandonner toutes les poursuites engagées à la suite de la manifestation pacifique du 12 juin 2006, qui demandait que cessent d'être légales les discriminations contre les femmes en Iran.

APPELS À :

Guide spirituel de la République islamique d'Iran :

Ayatollah Sayed 'Ali Khamenei,
Leader of the Islamic Republic

The Office of the Supreme Leader, Shahid Keshvar Doost St., Téhéran, République islamique d'Iran

Fax : +98 251 7774 2228 (précisez : « For the Office of His Excellency, Ayatollah al Udhma Khamenei »)

Courriers électroniques : par l'intermédiaire de son site Internet (en anglais),

<http://www.leader.ir/langs/EN/index.php?p=sendletter>

Formule d'appel : Your Excellency, / Excellence,

Ministre du Renseignement :

Gholam Hossein Mohseni Ejeie

Ministry of Intelligence, Second Negarestan Street, Pasdaran Avenue, Téhéran,

République islamique d'Iran

Courriers électroniques : iranprobe@iranprobe.com

Formule d'appel : Your Excellency, / Monsieur le Ministre,

COPIES À :

Président de la République :

Mahmoud Ahmadinejad

The Presidency, Palestine Avenue, Azerbaijan Intersection, Téhéran, République islamique d'Iran

Fax : via les Affaires étrangères : +98 21 6 674 790 (demandez que votre fax soit transmis au président Ahmadinejad)

Courriers électroniques : dr-ahmadinejad@president.ir

ou via son site Internet, www.president.ir/email

Formule d'appel : His Excellency, / Monsieur le Président de la République,

Responsable du pouvoir judiciaire :

Ayatollah Mahmoud Hashemi Shahroudi

Ministry of Justice, Ministry of Justice Building

Panzdah-Khordad Square, Téhéran, République islamique d'Iran

Fax : + 98 21 3390 4986 (Veuillez vous montrer persévérant et envoyer vos appels par courrier postal ou électronique si vous ne parvenez pas à transmettre votre fax.)

Courriers électroniques : info@dadgostary-tehran.ir (dans le champ réservé à l'objet, veuillez écrire : « For the attention of Ayatollah Shahroudi »)

Formule d'appel : His Excellency, / Monsieur le Ministre,

Porte-parole du Majlis-e Shoura-e Islami (Assemblée consultative islamique) :

His Excellency Gholamali Haddad Adel

Majles-e Shoura-ye Eslami

Baharestan Square

Téhéran, République islamique d'Iran

Fax : + 98 21 3355 6408

Courriers électroniques : hadadadel@majlis.ir

Formule d'appel : *Dear Sir, / Monsieur,*

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Iran dans votre pays.

PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT. APRÈS LE 16 AVRIL 2007, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.

*La version originale a été publiée par Amnesty International,
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.
La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -
Vous pouvez consulter le site Internet des ÉFAI à l'adresse suivante : <http://www.efai.org>*